

# Table des matières

<i>Sommaire</i> .....	5
<i>Avant-propos</i> .....	7
<i>Remerciements</i> .....	9
<i>Liste des abréviations</i> .....	11
<b>Introduction</b> .....	15
<b>Chapitre 1</b>	
<b>Délimitation de l'objet de l'ouvrage</b> .....	17
<b>Chapitre 2</b>	
<b>Notion de famille et droit</b> .....	19
<b>Chapitre 3</b>	
<b>Sources formelles contemporaines du droit de la famille</b> ..	21
Section I – Instruments internationaux .....	21
§ 1 Diversité des instruments internationaux invoquant la famille ou la vie familiale .....	21
§ 2 Effets juridiques des traités .....	22
A. Dans l'ordre international .....	22
B. Dans l'ordre interne .....	22
Section II – Constitution .....	27
Section III – Loi .....	29
Section IV – Jurisprudence .....	29
Section V – Doctrine .....	29
Section VI – Contrats .....	29
<b>Partie I</b>	
<b>Tribunal de la famille</b> .....	31
<b>Chapitre 1</b>	
<b>Création du tribunal de la famille</b> .....	33
<b>Chapitre 2</b>	
<b>Compétence matérielle : l'article 572bis du Code                 judiciaire</b> .....	35
<b>Chapitre 3</b>	
<b>Compétence territoriale : l'article 629bis du Code                 judiciaire</b> .....	39
Section I – Règles inscrites en cascade aux paragraphes 2 à 5 .....	39
Section II – Cas d'une précédente demande .....	40

Section III – Regroupement éventuel des demandes .....	41
Section IV – Possibilité de dérogation judiciaire .....	41
Section V – Choix des parties .....	42
<b>Chapitre 4</b>	
<b>Mesures urgentes .....</b>	<b>43</b>
Section I – Urgence invoquée et urgence réputée .....	43
Section II – Mesures provisoires .....	46
Section III – Saisine permanente .....	49
<b>Chapitre 5</b>	
<b>Pouvoirs d'investigation du juge relatifs à la situation des enfants mineurs et audition éventuelle : l'article 1253ter/6 du Code judiciaire .....</b>	<b>53</b>
Section I – Investigations .....	53
Section II – Audition de l'enfant mineur .....	54
§ 1 L'article 12 de la CIDE .....	55
A. Préalable : un droit de l'enfant .....	56
B. Le contenu de l'article 12 .....	56
C. Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'article 12 .....	57
D. Les liens entre l'article 12 et les autres droits .....	58
E. Les jeunes enfants aussi ont le droit de s'exprimer et d'être entendus ..	60
§ 2 L'article 1004/1 du Code judiciaire .....	60
<b>Chapitre 6</b>	
<b>Rôle du ministère public .....</b>	<b>67</b>
Section I – Pouvoir d'action et de réquisition .....	67
Section II – Affaires communicables et éventuel avis .....	67
Section III – Interdiction de résidence .....	69
<b>Chapitre 7</b>	
<b>Dossier familial .....</b>	<b>71</b>
<b>Chapitre 8</b>	
<b>Modes amiables de résolution des conflits .....</b>	<b>73</b>
Section I – Information préalable des parties .....	73
Section II – Médiation .....	74
§ 1 Médiation extrajudiciaire .....	75
§ 2 Médiation judiciaire .....	76
Section III – Droit collaboratif .....	77
Section IV – Rôle du juge et comparution personnelle des parties ..	79
Section V – Chambres de règlement à l'amiable .....	82
<b>Chapitre 9</b>	
<b>Exécution provisoire des décisions du tribunal de la famille ..</b>	<b>85</b>

**Partie II**

<b>Couple</b> .....	87
<b>Chapitre 1</b>	
<b>Cohabitation de fait</b> .....	89
Section I – Organisation juridique de la cohabitation de fait .....	89
§ 1 Notion de cohabitation de fait .....	89
§ 2 Évolution de la cohabitation de fait .....	89
§ 3 Régime juridique de la cohabitation de fait .....	90
§ 4 Organisation conventionnelle de la cohabitation de fait .....	91
A. Conventions relatives aux relations personnelles des concubins .....	91
B. Conventions relatives aux enfants .....	92
C. Conventions relatives aux biens .....	92
D. Forme des conventions de vie commune .....	93
Section II – Séparation des cohabitants de fait .....	93
§ 1 Effets personnels entre les ex-concubins .....	95
A. Obligation naturelle novée en obligation civile .....	96
B. Responsabilité civile .....	98
C. Droit conventionnel aux aliments .....	98
§ 2 Effets de la rupture quant aux enfants .....	98
§ 3 Effets de la rupture quant aux biens .....	99
<b>Chapitre 2</b>	
<b>Cohabitation légale</b> .....	103
Section I – Notion de cohabitation légale et déclaration .....	103
Section II – Lutte contre les cohabitations légales frauduleuses ou forcées .....	105
§ 1 Sanctions civiles .....	105
§ 2 Sanctions pénales et possibilité d'annulation par le juge pénal .....	108
§ 3 Sanctions administratives de la cohabitation légale frauduleuse .....	109
Section III – Effets de la cohabitation légale .....	109
Section IV – Organisation conventionnelle de la cohabitation légale .....	110
Section V – Conflits du couple cohabitant et cessation de la cohabitation légale .....	110
§ 1 Modes de rupture .....	110
§ 2 Procédures de règlement des conflits .....	111
A. Mesures urgentes avant la cessation de la cohabitation .....	112
B. Mesures urgentes après la cessation de la cohabitation .....	113
§ 3 Effets de la cessation de la cohabitation légale .....	113
A. Effets personnels entre les ex-cohabitants légaux .....	113
B. Effets de la cessation quant aux enfants .....	114
C. Effets de la cessation quant aux biens .....	114

## Chapitre 3

<b>    Mariage . . . . .</b>	<b>117</b>
Section I – Absence de définition juridique du mariage . . . . .	117
Section II – Absence de reconnaissance juridique des fiançailles . . . . .	117
Section III – Conditions du mariage et leur sanction . . . . .	118
§ 1 Régime des nullités . . . . .	118
§ 2 Conditions de fond du mariage et leur sanction . . . . .	120
A. Condition supprimée : différence de sexe . . . . .	120
B. Première condition de fond : être en vie . . . . .	121
C. Deuxième condition de fond : avoir atteint l'âge nubile. . . . .	121
D. Troisième condition de fond : le consentement des époux . . . . .	123
a. Dol . . . . .	123
b. Lésion . . . . .	123
c. Erreur . . . . .	123
d. Violence . . . . .	124
E. Quatrième condition de fond : avoir l'intention de créer une communauté de vie durable . . . . .	124
a. Sanctions civiles du mariage frauduleux . . . . .	126
1. Contrôle <i>a priori</i> . . . . .	126
2. Contrôle <i>a posteriori</i> . . . . .	130
b. Sanctions pénales du mariage frauduleux et possibilité d'annulation par le juge pénal . . . . .	130
F. Cinquième condition de fond : l'absence de mariage ou de cohabitation légale antérieur non dissous . . . . .	130
G. Sixième condition de fond : l'absence de certains liens de parenté ou d'alliance . . . . .	132
§ 3 Conditions de forme du mariage et leur sanction . . . . .	134
A. Première condition de forme : la déclaration de mariage . . . . .	134
B. Deuxième condition de forme : la célébration . . . . .	135
§ 4 Mariage putatif . . . . .	136
Section IV – Effets du mariage entre époux . . . . .	138
§ 1 Régime primaire . . . . .	138
A. Devoir de cohabitation . . . . .	138
B. Devoir de fidélité . . . . .	140
C. Devoir d'assistance . . . . .	141
D. Devoir de secours et de contribution aux charges du mariage . . . . .	141
E. Protection du logement principal de la famille . . . . .	145
F. Exercice d'une profession . . . . .	146
G. Usage du nom du conjoint . . . . .	146
H. Perception, gestion et utilisation individuelle des revenus . . . . .	146
I. Ouverture d'un compte et location d'un coffre-fort . . . . .	147
J. Possibilité de donner mandat à son conjoint . . . . .	147
K. Possibilité de demander un mandat judiciaire . . . . .	147
§ 2 Régime matrimonial secondaire . . . . .	148
A. Principes . . . . .	148
B. Convention matrimoniale . . . . .	148
C. Régime légal . . . . .	149
a. La composition du patrimoine commun . . . . .	150
b. La composition des patrimoines propres . . . . .	153

c. La distinction entre le titre et la finance .....	156
d. Les règles de preuve .....	157
e. Les droits des créanciers .....	158
f. Les règles de gestion des patrimoines .....	159
g. La dissolution, la liquidation et le partage du régime légal ..	162
D. Séparation de biens .....	177
<b>Section V – Effets du mariage à l’égard des enfants – renvoi .....</b>	<b>183</b>
<b>Section VI – Crises du mariage .....</b>	<b>183</b>
§ 1 Séparation de fait non judiciaire .....	183
§ 2 Mesures urgentes ordonnées par le tribunal de la famille .....	184
§ 3 Divorce .....	185
A. Divorce après désunion irrémédiable .....	185
a. Articles 229 de l’ancien Code civil et 1255 du Code judiciaire .....	185
b. Désunion irrémédiable établie par toutes voies de droit (art. 229, § 1 <sup>er</sup> , anc. C. civ. ; art. 1255, § 5, C. jud.) .....	185
1. Principe .....	185
2. Place de la faute .....	187
3. Faits exclusifs de tout manquement .....	187
c. Désunion irrémédiable établie par l’écoulement d’un délai (art. 229, §§ 2 et 3, anc. C. civ. ; art. 1255, §§ 1 <sup>er</sup> à 4, C. jud.) .....	188
1. Délai de séparation ou délai de procédure .....	188
2. La demande est formée conjointement .....	188
3. La demande est formée par un seul époux .....	189
d. Applicabilité concurrente des preuves de la désunion irrémédiable .....	189
e. Procédure au fond .....	190
1. Délai de l’action .....	190
2. Introduction de l’action au fond .....	190
3. Tentative de conciliation et éventuelle médiation (art. 1255, § 6, C. jud.) .....	192
4. Homologation des éventuels accords .....	192
5. Modification éventuelle du fondement de la demande et demandes subsidiaires .....	193
6. Délai d’appel .....	193
7. Délai de pourvoi en cassation .....	194
8. Mention à l’acte de mariage ou établissement de l’acte de divorce .....	194
f. Mesures urgentes pendant la procédure en divorce .....	194
g. Effets du divorce après désunion irrémédiable .....	197
1. Effets du divorce quant à la personne des ex-époux ..	197
2. Effets du divorce quant aux biens des ex-époux ..	211
3. Effets du divorce quant aux enfants .....	212
B. Divorce par consentement mutuel .....	213
a. Nature du divorce par consentement mutuel .....	213
b. Formalités préalables au divorce par consentement mutuel ..	213
1. Inventaire .....	213
2. Règlement transactionnel .....	214
3. Conventions relatives aux effets personnels du divorce ..	215

c. Procédure en divorce par consentement mutuel.....	218
1. Introduction de la demande .....	218
2. Information et avis facultatif du procureur du Roi .....	219
3. Éventuelle comparution.....	220
4. Modification éventuelle des conventions en cours de procédure.....	220
5. Conclusions du procureur du Roi .....	221
6. Jugement.....	221
7. Voies de recours.....	222
8. Mention à l'acte de mariage ou établissement de l'acte de divorce.....	222
d. Effets du divorce par consentement mutuel .....	222
1. Effets entre époux .....	222
2. Effets à l'égard des tiers .....	223
3. Sort des conventions relatives aux enfants.....	223
§ 4 Séparation de corps.....	226
<b>Partie III</b>	
<b>Enfants.....</b>	<b>227</b>
<b>Chapitre 1</b>	
<b>Filiation .....</b>	<b>229</b>
Section I – Introduction .....	229
Section II – Filiation et droits fondamentaux .....	230
Section III – Grandes réformes du droit de la filiation .....	230
Section IV – Établissement de la filiation .....	234
§ 1 Établissement de la filiation maternelle .....	235
A. Établissement de la filiation maternelle par l'effet de la loi.....	235
a.Principe : la mère est désignée par l'acte de naissance.....	235
b.Accouchement sous X .....	235
B. Établissement de la filiation maternelle par reconnaissance.....	237
C. Établissement de la filiation maternelle par jugement .....	237
§ 2 Établissement de la filiation paternelle .....	237
A. Établissement de la filiation paternelle par l'effet de la loi .....	238
a.Présomption de paternité du mari de la mère.....	238
b.Désactivation de la présomption de paternité.....	239
c. Applications.....	240
B. Établissement de la filiation paternelle par reconnaissance .....	241
a.Hypothèses visées par la loi .....	241
b.Généralités.....	241
c.Formalités .....	242
d. Conditions de la reconnaissance .....	244
1. Exigences en matière de lutte contre les reconnaissances frauduleuses.....	244
2. Exigences de consentement.....	249
3. Enfant incestueux .....	253
4. Enfant conçu .....	254
5. Enfant décédé .....	254
e. Conflits de reconnaissance .....	254

C. Établissement de la filiation paternelle par jugement . . . . .	255
a. Subsidiarité de l'action en recherche de paternité . . . . .	255
b. Conditions de recevabilité . . . . .	255
1. Enfant incestueux . . . . .	255
2. Enfant qui n'est pas né viable . . . . .	255
3. Cas particulier du viol de la mère par le demandeur en recherche de paternité durant la période légale de conception . . . . .	255
c. Conditions de fond . . . . .	256
1. Preuve de la paternité . . . . .	256
2. Exigences de consentement . . . . .	257
d. Règles de procédure . . . . .	263
1. Tribunal compétent . . . . .	263
2. Titulaires et parties à la cause . . . . .	263
3. Délai . . . . .	264
4. Décision . . . . .	264
e. Effets de la décision établissant la filiation . . . . .	265
§ 3 Établissement de la filiation à l'égard de la coparente . . . . .	265
A. Établissement de la comaternité par l'effet de la loi . . . . .	265
a. Présomption de comaternité de l'épouse de la mère . . . . .	265
b. Désactivation de la présomption de comaternité . . . . .	266
B. Établissement de la comaternité par reconnaissance . . . . .	266
a. Hypothèses visées par la loi . . . . .	266
b. Formalités . . . . .	266
c. Conditions de la reconnaissance . . . . .	267
1. Exigences en matière de lutte contre les reconnaissances frauduleuses . . . . .	267
2. Exigences de consentement . . . . .	267
3. Enfant incestueux . . . . .	268
4. Enfant conçu . . . . .	268
5. Enfant décédé . . . . .	268
d. Conflits de reconnaissance . . . . .	268
C. Établissement de la comaternité par jugement . . . . .	268
a. Subsidiarité de l'action en recherche de comaternité . . . . .	268
b. Conditions de recevabilité . . . . .	269
1. Enfant incestueux . . . . .	269
2. Enfant qui n'est pas né viable . . . . .	269
3. Cas particulier du viol de la mère durant la période légale de conception . . . . .	269
c. Conditions de fond . . . . .	269
1. Preuve de la comaternité . . . . .	269
2. Exigences de consentement . . . . .	270
d. Règles de procédure . . . . .	270
e. Effets de la décision . . . . .	270
§ 4 Établissement de la filiation des enfants issus de personnes transgenres . . . . .	270
A. Régime antérieur à la loi de 2017 et régime actuel des personnes transgenres . . . . .	271
B. Conséquences de la loi de 2017 sur le droit de la filiation . . . . .	275
a. Enfants nés avant la modification de l'enregistrement du sexe . . . . .	275

b. Enfants nés après la modification de l'enregistrement du sexe . . . . .	275
1. Enfants issus d'un homme transgenre (né femme) . . . . .	276
2. Enfants issus d'une femme transgenre (née homme) . . . . .	276
<b>Section V – Contestation de la filiation . . . . .</b>	<b>277</b>
<b>§ 1 Règles communes aux actions en contestation de la filiation. . . . .</b>	<b>277</b>
A. Modes de preuve. . . . .	278
B. Fins de non-recevoir . . . . .	278
a. Enfant qui n'est pas né viable. . . . .	278
b. Possession d'état . . . . .	279
C. Procédure . . . . .	282
D. Effets de la décision rendue en matière de filiation . . . . .	283
<b>§ 2 Contestation de la filiation maternelle. . . . .</b>	<b>283</b>
A. Contestation de la filiation maternelle établie par l'effet de la loi . . . . .	284
a. Titulaires de l'action. . . . .	284
b. Délais . . . . .	284
c. Conditions de recevabilité . . . . .	284
d. Conditions de fond. . . . .	284
B. Contestation de la filiation maternelle établie par reconnaissance . . . . .	285
a. Titulaires de l'action. . . . .	285
b. Délais . . . . .	285
c. Conditions de recevabilité . . . . .	286
d. Conditions de fond. . . . .	286
C. Contestation de la filiation maternelle établie par jugement. . . . .	286
<b>§ 3 Contestation de la filiation paternelle . . . . .</b>	<b>287</b>
A. Contestation de la filiation paternelle établie par l'effet de la loi . . . . .	287
a. Titulaires de l'action. . . . .	287
b. Délais . . . . .	288
c. Conditions de recevabilité . . . . .	290
1. Enfant né viable. . . . .	290
2. Possession d'état . . . . .	290
3. Hypothèse de l'insémination artificielle consentie par le mari. . . . .	291
d. Conditions de fond. . . . .	292
1. Cas où la présomption est dite « forte ». . . . .	292
2. Cas où la présomption est dite « faible ». . . . .	292
3. Conditions propres à l'homme qui revendique la paternité et à la femme qui revendique la comaternité . . . . .	292
B. Contestation de la filiation paternelle établie par reconnaissance. . . . .	293
a. Titulaires de l'action. . . . .	293
b. Délais . . . . .	294
c. Conditions de recevabilité . . . . .	296
d. Conditions de fond. . . . .	297
C. Contestation de la filiation paternelle établie par jugement . . . . .	298
D. Question particulière : la responsabilité extracontractuelle . . . . .	298
<b>§ 4 Contestation de la filiation établie à l'égard de la coparente . . . . .</b>	<b>299</b>
A. Contestation de la comaternité établie par l'effet de la loi . . . . .	300
a. Titulaires de l'action. . . . .	300

## Table des matières

b. Délais .....	300
c. Conditions de recevabilité .....	300
d. Conditions de fond .....	301
B. Contestation de la comaternité établie par reconnaissance .....	301
a. Titulaires de l'action .....	301
b. Délais .....	302
c. Conditions de recevabilité .....	302
d. Conditions de fond .....	303
C. Contestation de la comaternité établie par jugement .....	304
<b>Section VI – Impact de la procréation médicalement assistée et de la gestation pour autrui sur le droit de la filiation .....</b>	<b>304</b>
§ 1 Procréation médicalement assistée (« PMA ») .....	304
A. Conditions d'accès à la PMA .....	305
B. Convention .....	306
C. Sort des gamètes et des embryons surnuméraires .....	306
D. Insémination et implantation <i>post mortem</i> .....	307
E. Filiation .....	307
F. Anonymat du don .....	309
§ 2 Gestation pour autrui (« GPA ») .....	312
A. Situation en Belgique .....	312
B. Établissement de la filiation à la suite d'une GPA pratiquée en Belgique .....	313
<b>Section VII – Effets de la filiation .....</b>	<b>315</b>
§ 1 Principe d'égalité des filiations .....	315
A. Principe .....	315
B. Enfant « incestueux » .....	316
§ 2 Attribution du nom de famille .....	316
A. Une seule filiation établie .....	316
B. Établissement simultané des filiations .....	317
C. Établissement successif des filiations et modification de la filiation de l'enfant mineur .....	317
D. Identité de nom au sein de la fratrie .....	318
E. Modification de la filiation de l'enfant majeur .....	318
F. Changement de nom .....	319
§ 3 Contribution aux frais d'entretien et d'éducation des enfants .....	320
A. Obligation parentale d'entretien, de formation et d'éducation des enfants .....	320
a. Nature de l'obligation .....	320
b. Étendue de l'obligation dans le temps .....	322
c. Détermination du montant de la contribution alimentaire .....	327
1. Principe de base : coût de l'enfant et facultés des parents .....	327
2. Contribution à la dette .....	329
3. Modalités de calcul de la contribution alimentaire .....	329
4. Autorité des décisions rendues en matière alimentaire .....	334
d. Indexation et éventuelle augmentation de plein droit .....	334
e. Éventuelle ouverture d'un compte bancaire .....	335
f. Voies d'exécution, avances et sanctions .....	336
1. Délégation de sommes .....	336
2. Service des créances alimentaires .....	337

3. Sanctions pénales .....	337
g. Prescription .....	337
B. Action alimentaire non déclarative de filiation à l'égard	
du père vraisemblable .....	338
a. Principe .....	338
b. Parties à la cause .....	339
c. Délai de l'action .....	339
d. Procédure .....	339
e. Conditions et modes de preuve .....	339
f. Montant de la contribution .....	340
g. Effets de l'action déclarée fondée .....	340
h. Cessation de l'obligation .....	340
§ 4 Autorité parentale .....	341
A. Préalable : le droit de l'enfant à une éducation non violente .....	341
B. Titularité, notion et finalité .....	346
C. Autorité parentale au sens large et au sens strict .....	349
D. Prérogatives de l'autorité parentale au sens strict .....	350
a. Attributs de l'autorité parentale relatifs à la personne	
de l'enfant .....	350
b. Attributs de l'autorité parentale relatifs aux biens de l'enfant .....	354
E. Exercice .....	356
a. Principe : l'exercice conjoint de l'autorité parentale .....	356
b. Exception : l'exercice exclusif de l'autorité parentale .....	359
F. Sanctions civiles du non-respect du droit d'hébergement	
ou du droit aux relations personnelles .....	362
G. Fin de l'autorité parentale .....	363
a. Accession à l'âge de la majorité civile .....	363
b. Impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale .....	364
c. Déchéance de l'autorité parentale .....	364
H. Relations personnelles hors autorité parentale .....	365
I. Accueil familial .....	368
a. Champ d'application .....	368
b. Partage des attributs de l'autorité parentale .....	369
c. Exercice, par les accueillants, des droits et devoirs délégués .....	370
d. Droit de surveillance des parents ou du tuteur et droit	
aux relations personnelles .....	371
e. Pouvoirs de modification de la délégation	
par le tribunal de la famille .....	371
f. Fin de la délégation .....	372
g. Droit aux relations personnelles des ex-accueillants .....	372
<b>Chapitre 2</b>	
<b>Adoption .....</b>	<b>373</b>
Section I – Adoption et droits fondamentaux .....	373
Section II – Loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption	
et réformes subséquentes .....	374
Section III – Types d'adoption en droit belge .....	375

<b>Section IV – Conditions de l'adoption interne</b> .....	376
§ 1 Conditions de fond en cas de première adoption .....	376
A. Respecter les conditions fondamentales.....	376
B. Pouvoir prétendre à la qualité d'adoptant .....	378
C. Remplir les conditions d'âge .....	381
a. Dans le chef des adoptants.....	381
b. Dans le chef de l'adopté .....	382
D. Être apte à adopter dans le cas de l'adoption d'un enfant mineur.....	382
a. Préparation .....	382
b. Jugement d'aptitude .....	383
c. Apparentement .....	383
E. Obtenir les consentements nécessaires .....	384
a. Dans le chef de l'adoptant .....	384
b. Dans le chef de l'adopté .....	384
c. Dans le chef du conjoint ou du cohabitant de l'adoptant ou de l'adopté .....	385
d. Dans le chef des parents de l'adopté mineur .....	385
e. Forme du consentement ou du refus .....	386
f. Contrôle des refus de consentement.....	387
§ 2 Conditions de fond en cas de nouvelle adoption.....	389
A. Hypothèses d'une nouvelle adoption.....	389
B. Consentements en cas de nouvelle adoption.....	390
<b>Section V – Procédure d'adoption interne</b> .....	390
§ 1 Compétence <i>ratione materiae</i> et <i>ratione loci</i> .....	390
§ 2 Requête.....	391
§ 3 Enquête du ministère public et recueil des avis .....	391
§ 4 Enquête sociale .....	392
§ 5 Avis du procureur du Roi .....	392
§ 6 Audience .....	392
§ 7 Interventions éventuelles.....	393
§ 8 Prononciation du jugement.....	393
§ 9 Recours et éventuelle nouvelle demande .....	393
§ 10 Établissement de l'acte d'adoption .....	394
<b>Section VI – Révision de l'adoption</b> .....	394
<b>Section VII – Révocation de l'adoption</b> .....	395
<b>Section VIII – Établissement de la filiation à l'égard de l'adoptant ou d'un tiers</b> .....	396
<b>Section IX – Effets de l'adoption</b> .....	397
§ 1 Moment de la prise d'effets .....	397
§ 2 Effets de l'adoption simple .....	397
A. Maintien des liens juridiques avec la famille d'origine.....	397
B. Nom et prénom.....	397
C. Investiture de l'autorité parentale.....	398
D. Empêchements à mariage-renvoi.....	399
E. Obligation alimentaire.....	399
F. Droits successoraux.....	399

§ 3 Effets de l'adoption plénière . . . . .	399
A. Disparition des liens juridiques avec la famille d'origine . . . . .	399
B. Nom et prénom . . . . .	400
C. Empêchements à mariage . . . . .	400
D. Droits successoraux . . . . .	400
Section X – Droit d'accès aux origines personnelles. . . . .	401
<i>Index alphabétique</i> . . . . .	403
<i>Bibliographie indicative</i> . . . . .	407